Avant-propos

Lorsque je me suis rendu au Camp Corail, en Haïti, en 2011, en tant que ministre du Développement de la Norvège, une jeune femme m'a accueilli chez elle. J'ai écouté son histoire : depuis le tremblement de terre, elle vivait au milieu du chaos et les agressions sexuelles étaient devenues une menace permanente. Un jour, cette jeune femme a été victime de viol. Après avoir survécu à cette épreuve difficile, elle s'est rendu compte qu'elle était enceinte.

Elle m'a montré son bébé avec une immense fierté ; il y avait peu de résignation dans sa voix. Elle avait de nombreux projets et nourrissait beaucoup d'espoir pour les prochaines années. Elle paraissait déterminée à faire tout son possible pour contribuer à la construction d'un meilleur avenir, pour elle-même et pour son petit garçon.

Écouter l'histoire de cette femme m'a cruellement rappelé qu'en Haïti comme ailleurs, les femmes vivent souvent les situations de fragilité, de conflit et de transition bien différemment des hommes. Elles portent fréquemment des fardeaux trop lourds, notamment le poids de la violence sexuelle largement répandue, et doivent s'occuper seules des enfants et des malades, tandis qu'elles tendent à être exclues des décisions qui déterminent leur avenir.

Toutefois, la force et l'énergie déployées par cette jeune femme, sa préoccupation pour le futur bien-être de son fils montrent, une fois encore, que les femmes constituent une puissante force de paix et de développement. Garantir une place aux femmes pour qu'elles puissent jouer un rôle de chefs de file dans la construction d'un meilleur avenir pour leur État et leur société constitue le vrai défi du renforcement de l'État. C'est essentiel pour assurer un meilleur avenir à leurs familles et à leurs communautés. C'est aussi leur droit.

Que cela signifie-t-il pour les bailleurs de fonds qui cherchent à soutenir le renforcement de l'État dans ces situations de fragilité ? Cela signifie que pour être efficaces, ils doivent fonder toutes leurs interventions sur une compréhension des différentes expériences vécues par les hommes et les femmes en situation de conflit et de fragilité et qu'ils doivent saisir les occasions de promouvoir l'égalité homme-femme. Mais les bailleurs ont tendance à négliger ces préoccupations. S'il est vrai qu'ils deviennent de plus

en plus conscients de la nécessité de réparer cette omission, les connaissances et les recommandations en la matière restent limitées.

Genre et renforcement de l'État dans les pays en situation de conflit ou de fragilité se donne pour objectif de combler ces lacunes et d'offrir une meilleure compréhension de la manière dont une dimension de genre peut être intégrée dans le renforcement de l'État. À partir de l'examen des principaux enjeux impliqués, elle invite à adopter une approche mieux informées politiquement : nous devons faire preuve de davantage de réalisme concernant le temps nécessaire pour faire évoluer les choses et mieux tenir compte des liens entre la capacité de participation des femmes au renforcement de l'État et la répartition du pouvoir entre différents groupes, institutions et individus.

Sur la base de cette analyse, cette publication formule un ensemble de recommandations concrètes destinées à aider les bailleurs de fonds à intégrer effectivement une dimension de genre au sein de leurs activités de renforcement de l'État et à faire progresser par là même l'égalité homme-femme, la paix et le développement dans les situations où cela s'avère le plus nécessaire. L'enjeu consiste maintenant à traduire ces recommandations en action. Et ce suffisamment tôt pour apporter un changement réel et positif dans la vie des plus d'1.5 milliard de femmes, d'hommes, de garçons et de filles qui vivent actuellement dans des États fragiles.

Erik Solheim
Président
Comité d'aide au développement (CAD)

Remerciements

Cette publication a été élaborée par Karen Barnes Robinson, avec le concours de Sue Unsworth, Stephan Massing et Diana Koester, pour le compte du Réseau international sur les conflits et les situations de fragilité (INCAF). Elle s'appuie sur un document d'orientation, établi par Judy El-Bushra, Minna Lyytikäinen et Steven Schoofs, et commandé dans le cadre des travaux de l'INCAF sur le genre et le renforcement de l'État, ainsi que sur deux études de cas de Charlotte Onslow et Karen Barnes Robinson (International Alert). Chacun de ces contributeurs doit être chaleureusement remercié.

Les membres de l'Équipe spéciale sur la construction de la paix et le renforcement de l'État de l'INCAF doivent être tout particulièrement remerciés pour leur précieuse contribution. Les pays et organisations suivants en font partie : l'Allemagne (Gunhild Schwitalla-Ruf, Christine Toetzke), l'Australie (Rosemary Cassidy, Helen McDermott, Michael Newman), le Canada (Leanne Baumung, Marie Powell), la France (Pauline Chabbert, Valérie Maugy), les Pays-Bas (Jos Hoenen), le Royaume-Uni (Anna Miles, Kate Whyte), la Banque mondiale (Pia Peeters), le PNUD (Amita Gill, Eugenia Piza-Lopez), USAID (Cybèle Cochran, Rachel Locke). Cybèle Cochran doit être remerciée pour ses importantes contributions ainsi que le Ministère français des Affaires étrangères pour la traduction en langue française.

Cette publication a aussi pu bénéficier des commentaires et suggestions de plusieurs experts, parmi lesquels Clare Castillejo, Pilar Domingo et Jennifer Klot. Des commentaires complémentaires ont été apportés par Ana Lukatela et Simon Tordjman (ONU Femmes) ainsi que par Emily Esplen, Jenny Hedman, Teresita Kelly Lopez Gutierrez et Patti O'Neill (OCDE).

Le processus d'élaboration et de préparation de cette publication a été conduit par Stephan Massing et Diana Koester (Secrétariat du CAD-OCDE, Équipe Gouvernance pour le développement et la paix, G4DP), sous la supervision globale de Christine Toetzke et Stephen Ndegwa (coprésidents de l'Équipe spéciale sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État de l'INCAF), et sous la direction de Brenda Killen, Alexandra

Trzeciak-Duval et Alan Whaites (Secrétariat du CAD-OCDE). Susan Sachs a fourni, dans les meilleurs délais, une aide à l'édition de l'ouvrage et Peter Vogelpoel s'est chargé de sa composition. Jenny Gallelli, Ariane Rota, Marie-Claire Tuzeneu et Constance Wilhelm ont suivi le processus de publication.

Extrait de :

Gender and Statebuilding in Fragile and Conflict-affected States

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/9789264202061-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Avant-propos et remerciements », dans *Gender and Statebuilding in Fragile and Conflict-affected States*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/9789264208360-1-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.